

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 453 du 30 octobre 2026

Samedi dernier, nous étions 800 000 dans la rue contre Macron et Le Pen ! Le 31 et le 5, le combat continue vers la grève générale !

Samedi dernier, le 24 octobre, l'Acte II Gilets/jeunes a été un formidable pied de nez à Macron qui deux jours plus tôt à la télévision, dans une déclaration de 8 minutes, où pas un mot n'était consacré aux revendications des jeunes et des travailleur·es, avait recommandé sur un ton martial, mesures d'interdictions à l'appui, « *qu'il n'y ait pas de manifestations dans les jours à venir* ». Malgré la frénésie répressive débridée de son gouvernement, des Lecornu, Nuñez et Darmanin, ce sont 800 000 manifestant·es qui lui ont répondu dans des cortèges aussi massifs, déterminés et joyeux que le 17 octobre.

Se tenait en même temps à Orléans, sous haute protection policière, 2000 CRS et gendarmes mobiles supplémentaires, un blindé Centaure et des canons à eau, le congrès d'un RN aux portes du pouvoir. Les militants d'extrême droite ont réélu à près de 99 % président du parti l'antisémite Bardella. Les informations de Mediapart avaient révélé qu'il avait été biberonné dès ses premiers pas au FN à l'antisémitisme de Soral et qu'il se répandait en accusations complotistes contre les Juifs dans ses échanges privés sur le net. Les dirigeants du RN, bien au courant des faits, se sont reconnus dans leur poulain, fidèles aux origines de leur parti fondé par d'anciens Waffen-SS et le tortionnaire, fier de l'être, de la guerre d'Algérie, un Le Pen père qui avait affirmé à plusieurs reprises que les chambres à gaz n'étaient qu'un « *détail de l'histoire* » de la Deuxième guerre mondiale.

Au congrès lui-même, les gros bras du service d'ordre du RN ont expulsé violemment des militants de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) qui avaient déployé une banderole dénonçant l'antisémitisme du RN. « *Bardella réélu : le racisme et l'antisémitisme ça ne dérange pas le RN, au contraire !* ». Les médias aux ordres, si prompts d'ordinaire à accuser le prétendu antisémitisme de LFI comme de toutes celles et ceux qui dénoncent les crimes de masse de l'État israélien, n'ont pas dit un mot de l'épisode.

Cela ne dérange pas non plus les milieux d'affaires, les Bolloré and Co et les organes de presse qu'ils contrôlent qui promotionnent depuis des années le racisme décomplexé des sinistres figures de l'extrême droite, un encouragement aux insultes et exactions racistes, un encouragement aux meurtres comme ceux commis le vendredi 23 octobre, à Trappes et La Verrière. Dans ces deux banlieues ouvrières des Yvelines, un individu armé d'un pistolet mitrailleur a tiré de sa voiture à plusieurs reprises sur des passants tuant un jeune homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi et blessant sept autres personnes dont une était encore entre la vie et la mort ce jeudi et une fillette de 12 ans atteinte de plusieurs balles. Le ministre de l'Intérieur Nuñez a aussitôt déclaré, sur les lieux de la tuerie qu'il s'agissait d'un « *attentat terroriste* » alors qu'un crime raciste pouvait à minima être envisagé, toutes les victimes ciblées par le tueur étant d'origine maghrébine ou africaine. Quand l'évidence s'en est imposée, après les propos du tueur lui-même chez qui aussi les enquêteurs ont découvert un exemplaire de *Mein Kampf* et des autocollants du RN fabriqués par lui-même, Macron a fait le déplacement à Trappes et dénoncé un « *attentat terroriste raciste* ». Le mardi suivant, lors des questions au gouvernement à l'Assemblée, Lecornu n'a pas répondu à la demande qu'un hommage national soit rendu aux victimes de la tuerie raciste de Trappes et de rappeler son émotion au moment de la mort du néo-nazi Quentin Deranque, « *lorsque l'on était tous bouleversés*, a-t-il dit, *par cet affrontement entre ultragauche et ultradroite avec la mort de Quentin* ».

Un racisme décomplexé meurtrier

Quel que soit l'état mental de leur auteur, ces crimes sont le passage à l'acte de propos racistes et islamophobes, de leur banalisation dans la propagande quasi continue des médias comme l'a dénoncé le maire de Trappes, Ali Rabeh. « *C'est aussi sur ces plateaux que se fabrique le discours idéologique qui permet à des personnes comme ce monsieur d'organiser, de planifier leur attentat en considérant*

qu'ils doivent faire la guerre contre un ennemi de l'intérieur », a-t-il déclaré sur BFM. Il a souhaité que l'on cesse de laisser « *tranquillement* » s'exprimer « *tous ceux qui diffusent la théorie du "grand remplacement"* ». Il a été contredit et malmené par les animateurs de BFM, offusqués par ses propos alors même que la chaîne prévoyait d'inviter Zemmour le soir-même. Quant à CNews, de Villiers y était invité le soir du crime, déclarant à propos des manifestations du 17 octobre : « *Tant qu'on n'aura pas le droit dans les médias de faire ce lien entre les désordres, les magasins pillés, les casseurs, les émeutiers, la razzia et l'immigration massive, on ne pourra pas résoudre nos problèmes.* »[1]

Il y a quelques années, Bardella avait qualifié Trappes de « *république islamiste en miniature* ». Lundi dernier sur France Inter, le dirigeant du RN Sébastien Chenu, à la question de savoir s'il redirait la même chose, a répondu : « *Trappes est un foyer de djihadistes, chacun ses mots. Les mots de Jordan Bardella étaient très bien choisis.* »

La jeunesse qui se révolte « *emmerde le Front national* », elle hait le racisme sous toutes ses formes, elle le manifeste en affichant son unité toutes origines, couleurs de peau, religions ou athéisme confondus et le bonheur d'être toutes et tous ensemble dans la rue malgré tous les tenants de l'ordre qui la combattent. Démarré à Mayotte et en Guyane, puis dans les banlieues ouvrières, le mouvement lycéen et étudiant est une réaction, une révolte contre un ordre social injuste, barbare et absurde, c'est pour cette raison qu'il a été rejoint par des travailleur·es, des Gilets jaunes et/ou continuateurs du Bloquons tout du 10 septembre, une multitude d'appels par en bas.

Le 31 octobre, pour nos droits, les libertés démocratiques et une amnistie générale

Dès les débuts mêmes du mouvement lycéen, le gouvernement a déployé d'énormes moyens policiers contre les blocages, en premier lieu dans les banlieues ouvrières, comme il le fait d'ailleurs depuis des années, dans le seul objectif d'intimider les jeunes, de les empêcher de manifester et de faire la jonction entre eux. Il n'a pas pu les empêcher de faire connaître publiquement, largement, la grande misère des lycées, de leurs conditions d'étude, le mépris social secrété par l'institution et la sélection d'un Parcoursup destiné à écarter des études supérieures de leur choix, parce que le nombre de places dans les facs diminue année après année, la majorité des bacheliers.

S'étendant dans les facs, le mouvement a fait la lumière sur la situation précaire des étudiant·es, leur galère pour trouver un logement, de quoi se nourrir, l'obligation où ils sont de trouver le petit boulot qui leur permet à peine de survivre, la conscience qu'il n'y a pas d'avenir dans cette société pour la jeunesse.

Le 17 octobre, pris de panique devant une possible jonction de la jeunesse et des travailleur·es, des Gilets jaunes, des appels de différents syndicats et appels par en bas, Macron, Lecornu, Nuñez se sont lancés, dans la continuité de leur politique depuis 2018 contre les Gilets jaunes, dans une fuite en avant encore plus répressive qui constitue un véritable basculement. En attaquant les manifestations dès leur point de départ et tout le long de leur parcours, c'est la police qui a déployé une violence sans retenue, gazé, blessé, mutilé, provoquant casse et pillages dont les images ont ensuite inondé les journaux télévisés. Le nombre d'interpellations, puis de comparutions devant la justice, des tribunaux d'exception -comme après les émeutes provoquées par l'assassinat de Nahel en juin 2023- dont le ministre Darmanin a revendiqué la sévérité, a battu des records.

Les manifestations massives du 24 octobre ont répondu aux tentatives d'intimidation et manœuvres de dernière minute du pouvoir et de sa police mais les images des violences, le récit contre les « *casseurs* », les vociférations des tenants de l'ordre, de l'extrême droite à une partie du PS, créent la confusion et suscitent doutes et appréhensions dans une partie de la population, du monde du travail.

C'est d'une véritable campagne pour la défense des droits et des libertés démocratiques dont a besoin le mouvement. C'est le sens de l'appel à l'Acte III de samedi de la coordination des Gilets jaunes : « *Le 31 octobre, toutes et tous pour nos libertés !* ».

Une pétition pour « *l'amnistie des lycéens et des révoltés* » a été lancée par un collectif d'avocat·es[2]. Oui, exiger l'amnistie de tous les condamnés du mouvement, c'est une question de justice et une arme pour gagner l'opinion alors que les images des « *casseurs* » inondent les journaux télévisés.

Car il s'agit d'accuser les véritables responsables de la violence dont on nous rebat les oreilles dans les media. Ces responsables, ce sont d'abord les violences policières, et la violence sociale aussi, les vies broyées par la misère et l'exploitation capitaliste.

Il est hors de question de reconnaître un droit de juger et de condamner à un personnel politique dont un certain nombre ont été eux-mêmes reconnus coupables dans des affaires de corruption gravissimes tels Le Pen, Sarkozy, ou ont bénéficié de non-lieu alors qu'ils étaient accusés de viol, comme le ministre de la Justice lui-même Darmanin. Même Sarkozy a fait moins de prison que des jeunes pour une paire de chaussures prise dans un magasin pillé.

Une telle campagne, d'opinion, de dénonciation, de la justice de classe, des institutions républicaines est aussi une arme contre l'extrême droite sur laquelle est déjà alignée la politique réactionnaire du gouvernement et d'un Macron qui s'est fait élire à deux reprises en prétendant nous protéger de Le Pen.

Le 5 novembre et après, vers la grève générale alors que les luttes s'internationalisent

Il n'y a aucune protection contre l'extrême droite autre que la conscience collective et l'organisation des révolté·es, des exploité·es eux-mêmes pour s'attaquer à la source des idées réactionnaires, les rapports d'exploitation autour desquels est structurée toute la société, le capitalisme. C'est que, et on l'a bien vu ensuite dans les mesures censées répondre aux jeunes, le gouvernement n'a rien à offrir pour répondre aux revendications du mouvement de la jeunesse et contre la vie chère. Bien plus, il provoque consciemment les travailleur·es en envisageant une augmentation du SMIC de 22 euros nets, un tout petit peu plus que la revalorisation automatique qui doit avoir lieu en janvier. Le gouvernement, l'État servent exclusivement l'enrichissement des capitalistes par le biais des subventions, de la dette et de la militarisation en diminuant toujours plus les dépenses utiles à la population. « *Dans un contexte de stagnation économique*, écrit Romaric Godin dans un article récent[3], *la classe dominante ne peut parvenir à assurer le rendement le plus élevé possible de son capital qu'en faisant pression sur les revenus du travail et sur les ressources de l'État*. » D'où des politiques de plus en plus autoritaires et répressives, d'où également, l'appel de ses vœux au RN par une bonne partie de la classe possédante dont la fortune et la position dominante ont besoin d'un parti de l'ordre, d'un ordre musclé. D'où aussi la fin d'un « front républicain » qui a toujours été très perméable et se fait aujourd'hui contre LFI, alors que par le biais de Ciotti et d'autres anciens de LR alliés au RN comme Alloncle, se dessine une possible recomposition d'une union des droites autour de Le Pen-Bardella.

L'entrée dans la lutte le 5 novembre de dizaines ou centaines de milliers de salarié·es, par la grève, par leur participation aux manifestations mettra en lumière ce qu'est la situation réelle des travailleur·es, de la population, non seulement la galère contre la vie chère mais aussi les conditions d'exploitation qui partout, dans le privé comme dans le public, s'aggravent, les tracasseries absurdes dans l'organisation du travail pour aller toujours plus vite quels qu'en soient les risques. Elle montrera que ce que chacun·e vit dans son entreprise, dans son secteur, toutes et tous les travailleur·es le vivent et à quel point la classe qui concentre entre ses mains tous les moyens de produire, toutes les richesses, est non seulement parasitaire mais désorganisatrice.

A l'inverse, les travailleur·es font tout fonctionner dans la société, sans en tirer de privilèges, gratuitement pour ainsi dire et en cela ils sont porteurs d'un autre mode d'organisation de l'économie et de la société, qui exige l'expropriation de la minorité richissime des actionnaires des multinationales.

Et on voit aujourd'hui les prémices d'une organisation internationale des exploité·es et des révolté·es. Le 30 octobre à l'appel de la CGT des dockers en France et de plusieurs organisations syndicales d'Europe et au-delà, les travailleurs des ports seront en grève contre la guerre et la militarisation de leur travail, dans la continuité de la grève organisée l'an dernier en Italie par l'USB (union des syndicats de base) de Gênes qui dénonçait la guerre génocidaire d'Israël contre les Palestiniens.

Le mouvement de la jeunesse en Italie et en Belgique, la révolte contre les expulsions de leur logement pour les profits des promoteurs immobiliers en Espagne, où vient d'avoir lieu le terrible accident ferroviaire d'Urda, la victoire aux législatives en Serbie de la liste émanant du mouvement né de la révolte des étudiants contre la corruption responsable de la catastrophe de la gare de Novi Sad il y a deux ans sont quelques exemples seulement des conséquences de la crise sociale générée partout par le parasitisme du capital financier mondialisé.

Il produit les désastres et la guerre mais aussi les révolutions.

Galia Trépère

[1] https://www.mediapart.fr/journal/france/251026/avant-l-attentat-de-trappes-deux-mois-de-haine-mediatique-en-continu

[2] https://www.humanite.fr/en-debat/justice/avocats-nous-defendons-lamnistie-des-lyceens-et-des-revoltes

[3] https://www.mediapart.fr/journal/france/221026/emmanuel-macron-fossoyeur-des-libertes